

Aveux et non-dits du chef d'état-major

Des sénateurs ont recueilli ses confidences, lesquelles ont plus d'intérêt que les discours lénifiants de la ministre des Armées.

FRANÇOIS LECOINTRE a mis près de trois semaines à « valider » les propos qu'il a tenus, le 8 juin, devant les sénateurs de la commission des Affaires étrangères et de la Défense. A quelques semaines de quitter son poste de chef d'état-major des armées, le 21 juillet, le général a relu avec attention le compte rendu de son audition avant que celui-ci ne soit rendu public. Et, si, après réflexion, il a supprimé certains termes trop acerbes, voire décourageants, « c'est lié à son caractère, explique au « Canard » l'un de ses interlocuteurs. Il a horreur de la polémique ». Reste que cette sorte de « testament géostratégique » a bien plus d'intérêt que les discours lénifiants tenus dans les médias par Florence Parly, la ministre des Armées, ou par Jean-Yves Le Drian, le patron du Quai d'Orsay.

« Le danger djihadiste est aux frontières de l'Europe, annonce Lecointre. Il s'étend et s'enracine. Cette tendance ne fait que se confirmer ces dernières années, malgré notre action pour l'en empêcher. » S'agit-il d'un échec de l'intervention française au Sahel ? Le terme est trop brutal au goût du général, alors il contourne l'obstacle :

« Ce serait un échec de partir de cette région », dit-il.

Puis il confirme, à sa façon, qu'il serait vraiment temps de l'admettre, cet échec : « *Le terrorisme d'inspiration djihadiste, malgré son affaiblissement lié à la mort de nombreux cadres (victimes des Mirage ou des drones français), poursuit son expansion, son enracinement local et sa dissémination globale (...). Les péripéties au Mali et au Tchad posent régulièrement la question de notre engagement au Sahel.* »

L'échec, laisse entendre Lecointre, n'est pas seulement celui de la France. D'où cette remarque, vacharde mais méritée : « *Le retrait d'Afghanistan des Etats-Unis et de l'Otan va laisser (...) une situation favorable à l'installation de groupes terroristes qui pourront lancer des actions partout dans le monde, y compris sur notre sol.* » Avec, sans doute, le soutien des talibans, qui pourraient s'emparer bientôt du pouvoir.

Le risque s'étend : « *On le voit en Afrique de l'Est, au Mozambique (avec deux récentes attaques de Daech dans le nord du pays). Nous suivons la situation de très près par le biais de nos forces armées stationnées dans la zone*

sud de l'océan Indien, car il y va de la stabilité de la région. »

Faudra-t-il camper et combattre encore longtemps en Afrique ? Oui, a répondu aux sénateurs le chef d'état-major. Il ne croit pas que, « *même dans vingt ans, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest seront un sous-continent apaisé, modernisé et développé* ». Conclusion : « *Nous n'avons pas d'autre choix, Français comme Européens, que d'être encore présents (dans cette partie de l'Afrique) pendant dix ou vingt ans.* »

Etats de corruption

Comment en est-on arrivé là ? Prudent, le général évoque seulement la « *mauvaise gouvernance* » et la « *frustration des populations* ». A l'instar des dirigeants politiques de gauche et de droite, toujours gênés aux entournures dès qu'il s'agit de porter une appréciation sur la situation des ex-colonies de la France, il n'en dira pas davantage.

Domage, car ce n'est pas sans raison que les groupes djihadistes se sont installés au Sahel et y recrutent sans difficulté des combattants. Les armées locales, mal équipées et peu combattives, sont mal payées par des prési-

dents et par des chefs militaires corrompus. Et, si certains Etats ont encore un semblant d'existence, ils ne le doivent qu'à la présence militaire française. Enfin, si l'on ajoute la misère, le chômage, les élections truquées, les violences interethniques, la situation humanitaire détestable et le clientélisme tribal, nul besoin d'être un expert en terrorisme pour comprendre pourquoi les groupes djihadistes prolifèrent sur ce terrain.

L'actuel patron de l'armée de terre, Thierry Burkhard, sera, comme on le sait, le prochain chef d'état-major. Selon ses proches, ce « *dur à cuire* » se veut plus pessimiste que François Lecointre pour le Sahel comme pour les engagements futurs de la France : « *Nous avons une dizaine d'années, dit-il, pour nous préparer à un conflit de haute intensité.* » Alors que les armées sont loin d'y être prêtes.

Signe de ces temps où l'on parle beaucoup de futures guerres, Thierry Burkhard prêche depuis plusieurs années pour que les manœuvres se déroulent « *à tirs réels* ». Avec bombes, balles et missiles, chargés d'endurcir les jeunes Français.

Claude Angeli